



nswp Global Network of Sex Work Projects
Promoting Health and Human Rights

Enquête d'Impact COVID-19 – Amérique Latine

Introduction

En Avril 2020, le NSWP a [lancé une enquête mondiale](#) pour comprendre l'impact du COVID-19 sur les travailleuses du sexe. L'enquête a reçu 156 réponses au total de 55 pays différents dont 9 réponses de 4 pays – Brésil, Colombie, Equateur, et El Salvador – dans la région d'Amérique Latine¹.

“Cela fait deux mois depuis que la pandémie a frappé l'Amérique Latine et beaucoup de travailleuses du sexe recommencent à travailler de nouveau. Mais les conditions dans lesquelles elles travaillent sont pires qu'avant. Elles sont plus vulnérables, et leurs droits ne sont pas respectés. Le COVID ne nous tuera peut être pas, mais la faim et le désespoir tueront les travailleuses du sexe.

COVID a été très dur pour nous mais en même temps, c'est un défi et une opportunité parce que le COVID a unifié de nombreuses organisations à travers la région. Les états d'Amérique Latine ont besoin d'écouter ce qui se passe avec les travailleuses du sexe et ce qu'elles veulent.” – Plateforme Latino-Américaine de PERsonnes qui exercent le Travail Sexuel (PLAPERTS), une plateforme pour les organisations dirigées par des travailleuses du sexe en Amérique Latine et dans le Réseau Régional du NSWP

Panorama du paysage juridique²

Colombie

Vendre des services sexuels est légal en Colombie quand fait dans des zones permises, cependant, il y a des lois contre l'organisation/gestion ainsi que le fait d'encourager la “prostitution” ce qui peut être utilisé pour criminaliser les relations consensuelles avec des parties tierces. Les travailleuses du sexe peuvent former des syndicats mais ont toujours des protections juridiques limitées.

Equateur

Le travail sexuel est légal seulement quand il est fait en établissements intérieurs et avec une licence et après présenter des certificats médicaux et les réglementations sont très restrictives.

¹ Note: Nous avons reçu des données complètes seulement de 3 pays – Colombie, Equateur, El Salvador.

² [“Global Mapping of Sex Work Laws,”](#) NSWP.



Vendre des services sexuels dans la rue est une zone juridique grise et les travailleuses du sexe de rue sont passibles de harcèlement policier et d'arrestations. La police fait également des descentes dans des établissements intérieurs pour faire appliquer les règles d'octroi de licence. La police utilise les lois contre le vagabondage contre les travailleuses du sexe.

El Salvador

Le travail sexuel est techniquement légal en El Salvador mais les autorités municipales créent des offenses administratives contre le racolage dans les lieux publics ou désignent des zones pour le travail sexuel de rue qui sont isolées et dangereuses. La 'prostitution' organisée et le fait de vivre des revenus d'une travailleuse du sexe sont criminalisés. Les travailleuses du sexe n'ont pas accès aux droits à la sécurité sociale à présent.

Impact du COVID-19 sur les travailleuses du sexe en Amérique Latine

La pandémie de COVID-19, comme d'autres crises sanitaires, expose les inégalités existantes et affecte de manière disproportionnée les personnes déjà criminalisées, marginalisées et vivant dans des situations financières précaires, souvent en dehors des mécanismes de protection sociale. Les organisations dirigées par des travailleuses du sexe de toutes les régions signalent un manque d'accès aux schémas nationaux de protection sociale et l'exclusion des mesures urgentes de protection sociale mis en place pour d'autres travailleurs, en particulier là où le travail sexuel est criminalisé. En conséquence de la pandémie de COVID-19, les travailleuses du sexe partout dans le monde font l'expérience de difficultés, d'une totale perte de revenus, de la discrimination et du harcèlement accru.³

S'il vous plaît décrivez comment la communauté des travailleuses du sexe dans votre emplacement a été impactée par le COVID-19.

"Dans la situation de fermeture de tous les lieux de travail, et dans la rue, elles sont victimes de violation de leurs droits parce qu'ils ne leur autorisent pas à travailler et ils les menacent de les envoyer en prison si elles n'écoutent pas. Comment allons-nous manger si le gouvernement n'a rien fait pour le groupe des travailleuses du sexe pour leur permettre d'accéder à une vie décente pour leur famille." – Travailleuse du sexe, Equateur

"Nous ne pouvons pas accéder à notre lieu de travail. Les travailleuses du sexe sont vues comme des vecteurs de virus à cause de notre travail." – Organisation de travailleuses du sexe, Colombie

Comme les travailleuses du sexe et leurs clients s'auto-isolent, les travailleuses du sexe sont laissées sans protection, de plus en plus vulnérables et incapables de subvenir à leurs besoins et ceux de leur famille. Beaucoup de travailleuses du sexe se trouvent maintenant dans des situations plus risquées et dans un plus grand risque de violence.

"Elles ont beaucoup souffert de la violence, pas seulement de la police mais aussi des clients." – PLAPERTS, plateforme Latino-Américaine d'organisations de travailleuses du sexe

Quelles mesures prennent les gouvernements en réponse au COVID-19?

³ ["COVID-19,"](#) NSWP.

Lorsqu'interrogées sur les mesures gouvernementales contre le COVID-19, les réponses étaient les suivantes.

- 7/8 réponses signalaient des mesures de distanciation sociale ou physiques⁴.
- 7/8 réponses signalaient l'auto-isollement pour les vulnérables⁵.
- 5/8 réponses signalaient la quarantaine pour certaines zones ou personnes⁶.

Lorsqu'interrogées pour lister d'autres mesures que les gouvernements ont entrepris, six des répondantes⁷ ont donné des réponses, touchant davantage aux restrictions du confinement et de l'impact qu'il a eu sur les travailleuses du sexe.

“Ils ont publié des mémorandums ou des décrets d'horaires pour se déplacer dans la rue, selon le chiffre des pièces d'identité, des couvre-feux, restrictions dans les zones où vous ne pouvez pas être; de livraison de médicaments aux PVVIH et aux femmes enceintes; comment sera le système éducatif cette année; sur le télétravail à domicile; les heures de marché; lignes directes avec les médecins; lignes d'appel pour les urgences ... LES BONUS D'URGENCE SONT SEULEMENT POUR LES PERSONNES QUI GAGNENT MOINS DE 400 DOLLARS ET LES 80% DE FEMMES QUI TRAVAILLENT DANS LE SEXE NE PEUVENT EN BÉNÉFICIER.” - Organisation des travailleuses du sexe, Equateur

“Obligation de ne pas sortir ou ils nous envoient dans des abris. [Ils] n'autorisent pas les femmes à exercer le travail sexuel mais n'aident pas non plus avec la nourriture et l'argent pour couvrir d'autres dépenses.” – Organisation de travailleuses du sexe, El Salvador

Les gouvernements ou les représentants de la loi ont-ils pris des mesures en réponse au COVID-19 ciblées directement contre les travailleuses du sexe ?

Basé sur une liste de mesures, les réponses étaient les suivantes :

- 8/8 signalaient la fermeture de maisons closes, bars, salons de massage, etc⁸.
- 8/8 signalaient des descentes dans les zones connues pour le travail sexuel de rue⁹.
- 6/8 signalaient un suivi accru du travail sexuel indépendant¹⁰.
- 6/8 signalaient des descentes, arrestations, et poursuites accrues¹¹.
- 3/8 signalaient des dépistages obligatoires pour le COVID-19¹².
- 2/8 signalaient des poursuites après un test positif au COVID-19¹³.

Lorsque donné l'opportunité d'ajouter d'autres mesures, 2/8 des répondantes ont fourni des réponses¹⁴, touchant davantage à l'arrêt total du travail sexuel et à la violence contre les travailleuses du sexe.

⁴ Colombia, Ecuador, El Salvador.

⁵ Colombia, Ecuador, El Salvador.

⁶ Ecuador, El Salvador.

⁷ Colombia, Ecuador, El Salvador.

⁸ Colombia, Ecuador, El Salvador.

⁹ Colombia, Ecuador, El Salvador.

¹⁰ Ecuador, El Salvador.

¹¹ Columbia, Ecuador, El Salvador.

¹² Ecuador, El Salvador.

¹³ El Salvador.

¹⁴ Ecuador, El Salvador.



“L’empêchement total du travail sexuel.” – Organisation de travailleuses du sexe, Equateur

“La police arrête les travailleuses du sexe ou les emmène dans des hôtels ; non seulement cela mais dans un hôtel l’armée a violé une femme lesbienne.” – Organisation de travailleuses du sexe, El Salvador

Comment ces mesures ont-elles impacté les travailleuses du sexe ?

Cette question ouverte a été répondue par 8/8 des répondantes¹⁵, chacune donnant une idée des niveaux d’extrême inégalité auxquels font face les travailleuses du sexe pendant cette pandémie.

“Un désastre. Une plus grande anxiété et peur et bien sûr cela affecte la qualité de vie et la santé mentale.” – Organisation de travailleuses du sexe, Colombie

“Restrictions de transit, précarité dans le travail sexuel, mort, non usage du préservatif, se battre pour survivre, démotivation après l’indifférence du gouvernement dans les programmes sociaux pour notre population, plus grande violence contre les travailleuses du sexe et les femmes trans.” – Organisation de travailleuses du sexe, Equateur

“Cela nous a beaucoup impacté et, avec les larmes aux yeux, enfermées sans pouvoir aider mes paires et ne pouvant voir ma famille car j’étais à risque après avoir voyagé à New York. Ils m’ont emmené dans un hôtel appelé Best Western Plus Hotel Terraza et ils nous ont apporté de la mauvaise nourriture et ne nous ont pas donné le test COVID et nous ne pouvions pas partir et aider ni eux partir et nous apporter de la nourriture.” – Organisation de travailleuses du sexe, El Salvador

Est-ce que le COVID-19 a réduit l’accès aux biens et services essentiels de santé ?

“Maintenant les travailleuses du sexe sont vues comme des personnes qui sont ‘contagieuses’. Avant elles étaient celles causant le VIH, mais maintenant elles causent le VIH et le COVID-19. Donc il y a plus de stigmatisation et de discrimination.” – PLAPERTS, plateforme Latino-Américaine d’organisations de travailleuses du sexe

En plus de la crise économique mondiale, l’accès aux soins de santé a été sévèrement affecté par l’actuelle crise et les travailleuses du sexe subissent l’impact des façons suivantes :

- 7/8 des réponses signalaient un accès réduit aux préservatifs et lubrifiants¹⁶.
- 7/8 des réponses signalaient un accès réduit aux services de réduction des risques¹⁷.
- 7/8 des réponses signalaient un accès réduit au traitement VIH¹⁸.
- 6/8 des réponses signalaient un accès réduit au dépistage et traitement des IST¹⁹.

Y a-t-il eu des mesures gouvernementales ou d’autorité locale positives pour aider à protéger les travailleuses du sexe ?

¹⁵ Columbia, Ecuador, El Salvador.

¹⁶ Columbia, Ecuador, El Salvador.

¹⁷ Columbia, Ecuador, El Salvador.

¹⁸ Columbia, Ecuador, El Salvador.

¹⁹ Colombia, Ecuador, El Salvador.

A partir d'une liste de mesures données, les réponses des 16 enquêtes complètes sont les suivantes :

- 1/8 ont signalé une interdiction temporaire des descentes, arrestations et/ou poursuites pour les délits liés au travail sexuel²⁰.
- 2/8 ont signalé que leur gouvernement assurait un accès aux services de santé pour les travailleuses du sexe migrantes avec ou sans papiers²¹.

Lorsque donné l'opportunité d'ajouter d'autres mesures gouvernementales ou d'une autorité locale positives, 3 répondantes ont fourni des réponses.²² Beaucoup de ces réponses reflétaient la disponibilité limitée de ces mesures.

“Les dons de nourriture seulement dans les cas d'extrême pauvreté et en petits nombres.”
Organisation de travailleuses du sexe, Colombie

“Nous sommes invisibles et nous n'avons pas accès à la santé s'il ne s'agit pas du COVID-19. Nous souffrons de plus de descentes.” – Organisation de travailleuses du sexe, El Salvador

Les travailleuses du sexe sont-elles incluses dans les schémas économiques/de protection sociale ?

Les répondantes ont reçu une liste de mesures économiques et de protection sociale et nous leur avons demandé d'indiquer quels schémas étaient disponibles pour la population générale et si ces schémas étaient aussi disponibles pour les travailleuses du sexe.

Schéma: schémas de revenus de soutien pour les employés et auto-entrepreneurs – lorsqu'il y a un revenu ou des allocations chômage payé par l'état.

- 5/8 ont signalé que ce schéma est disponible pour la population générale²³.
- 0/8 ont signalé que ce schéma est disponible pour les travailleuses du sexe.

Schéma: Fonds d'urgence pour ceux subissant des difficultés.

- 6/8 ont signalé que ce schéma est disponible pour la population générale²⁴.
- 0/8 ont signalé que ce schéma est disponible pour les travailleuses du sexe.

Schéma: Aides alimentaires d'urgence / fournitures essentielles.

- 7/8 ont signalé que ce schéma est disponible pour la population générale²⁵.
- 2/8 ont signalé que ce schéma est disponible pour les travailleuses du sexe²⁶.

Schéma: Schémas d'aide à la location /allégement d'emprunt immobilier.

- 5/8 ont signalé que ce schéma est disponible à la population générale²⁷.

²⁰ Ecuador.

²¹ Ecuador, El Salvador.

²² Colombia, Ecuador, El Salvador.

²³ Colombia, Ecuador, El Salvador.

²⁴ Colombia, Ecuador, El Salvador.

²⁵ Colombia, Ecuador, El Salvador.

²⁶ Colombia, Ecuador.

²⁷ Ecuador, El Salvador.

- 0/8 ont signalé que ce schéma est disponible pour les travailleuses du sexe.

Schéma: Interdiction des expulsions pour arriérés de loyer ou d'emprunt immobilier.

- 5/8 ont signalé un schéma disponible pour la population générale²⁸.
- 1/8 ont signalé un schéma disponible pour les travailleuses du sexe²⁹.

Schéma: Options d'hébergement d'urgence pour les sans-abris.

- 2/8 ont signalé que ce schéma est disponible pour la population générale³⁰.
- 1/8 ont signalé que ce schéma est disponible pour les travailleuses du sexe³¹.

De plus, quatre répondantes ont commenté l'extrême inégalité de l'allocation de ces schémas en Equateur et El Salvador.

“La nourriture et les bons ont été assignés à moins de 20% de la population et il faut toujours payer le loyer ou l'emprunt immobilier. Aucune loi spécifique a été mise en place pour la population générale, et encore moins pour nous, les travailleuses du sexe.” – Organisation de travailleuses du sexe, Equateur

“Toutes ne sont pas éligibles ; la plupart ne possèdent pas de maison et la facture d'électricité n'est pas à leur nom, ce qui est requis.” – Travailleuse du sexe, El Salvador

“Les propriétaires nous vivent des maisons louées de manière précaire.” – Organisation de travailleuses du sexe, El Salvador

Lorsque les travailleuses du sexe ne sont pas éligibles pour ces schémas, pourquoi les répondantes pensent en être exclues ?

Sept répondantes³² ont répondu à la question, abordant les problèmes liés à la discrimination, stigmatisation, et au paysage juridique qui criminalise le travail sexuel.

“Pour la simple raison que nous avons toujours été discriminées et regardées d'une mauvaise façon; on ne nous a pas donné les droits que nous méritons en tant qu'êtres humains ordinaires et parce qu'ils nous voient comme contagieux et transmetteurs de VIH/SIDA. Afin d'avoir les droits que nous avons obtenu jusqu'ici nous avons souffert et cela a été difficile pour nous de laisser la société savoir qu'on existe et que nous méritons plus que la santé prophylactique. [Nous avons] combattu depuis 1982 pour obtenir des soins de santé complets et améliorer un peu nos lieux de travail.”- Organisation de travailleuses du sexe, Equateur

“Notre société est indifférente et son manque de réponse à l'égard de notre secteur nous fait voir clairement les inégalités, l'insensibilité et croire que nous avons les poches pleines d'argent, que nous nous enrichissons avec ce travail qui fait partie de l'économie solidaire... LE TRAVAIL SEXUEL N'EST PAS RECONNU COMME UN TRAVAIL.” – Organisation de travailleuses du sexe, Equateur

²⁸ Ecuador, El Salvador.

²⁹ Ecuador.

³⁰ Ecuador.

³¹ Ecuador.

³² Colombia, Ecuador, El Salvador.

“Ils ne nous donnent pas l’aide dont nous avons besoin, nous n’avons pas à manger, nous n’avons pas d’argent pour payer l’hébergement, ils ne nous laissent pas travailler. Nous avons signalé cela aux groupes dont nous sommes membres et ils nous ont ignoré, ils ne se préoccupent pas de notre situation, nous discriminant parce qu’ils pensent que nous sommes mauvaises. J’en suis venue au point de leur dire que si nous ne sommes pas prises en compte nous ne continuerons pas dans ces espaces mais ils ne font pas attention – ce sont des abolitionnistes passifs. Ici chacune de nous recherche ses propres intérêts.” – Organisation de travailleuses du sexe, El Salvador

Comment la communauté des travailleuses du sexe répond à la crise ?

“Ce que nous avons montré pendant cette pandémie c’est que les travailleuses du sexe sont très résilientes, et se sont très bien coordonnées avec d’autres organisations avec lesquelles elles ont travaillé. En Equateur, par exemple, avec des fonds de CARE, les travailleuses du sexe ont créé une petite affaire pour qu’elles aient un peu de revenu jusqu’à ce qu’elles puissent commencer à faire du travail sexuel de nouveau. Par exemple, des petits restaurants dans leurs maisons ou des petits magasins de vêtements. Cette petite banque pour les travailleuses du sexe qui les aident à gagner en pouvoir. Nous travaillons aussi avec un avocat pour essayer de créer une stratégie qui protégera les travailleuses du sexe jusqu’à ce qu’elles travaillent de nouveau.” – PLAPERTS, plateforme Latino-Américaine d’organisations de travailleuses du sexe

Fonds d’urgence

3/8 des réponses³³ ont enregistré que la communauté locale des travailleuses du sexe a établi des fonds d’urgence ou étaient dans le processus d’essayer de trouver un financement.

“Au travers du programme avec CARE International nous avons obtenu de transférer l’argent pour les victimes de violence ; aux travailleuses du sexe, aux personnes vivant avec le VIH, et les migrants.” – Organisation de travailleuses du sexe, Equateur

Approvisionnement alimentaire d’urgence

3/8 des réponses³⁴ ont signalé que la communauté locale des travailleuses du sexe avait mis en place des approvisionnement alimentaires d’urgence.

“Dans notre organisation nous avons toujours cru dans l’auto-support entre nous pour acheter de la nourriture et la livrer aux plus vulnérables, comme les femmes âgées, les personnes vivant avec le VIH, les mères célibataires. Il y a encore beaucoup à faire.” – Organisation de travailleuses du sexe, Equateur

“Les colis alimentaires ont été livrés mais à peu d’occasions et ils sont petits et ne parviennent pas à tout le monde.” – Organisation de travailleuses du sexe, Equateur

Hébergement d’urgence

1/8 des réponses³⁵ ont mentionné le soutien à l’hébergement d’urgence de la part de la communauté des travailleuses du sexe.

“Du soutien, oui. D’une ONG se battant pour les droits et d’ONGs contre le VIH participant aux réunions virtuelles.” – Organisation de travailleuses du sexe, El Salvador

³³ Colombia, Ecuador, El Salvador.

³⁴ Ecuador, El Salvador.

³⁵ El Salvador.

Soutien virtuel

La communauté des travailleuses du sexe a été dépendante d'espaces numériques pour fournir du soutien, des services d'urgence et pour se former afin de déplacer son travail en ligne. Lorsque interrogé spécifiquement sur le soutien virtuel, 3/8 des réponses³⁶ ont fourni plus de détails sur d'autres façons par lesquelles les travailleuses du sexe utilisaient l'environnement virtuel pour se débrouiller dans la crise actuelle.

“Nous avons utilisé tous les outils: appels téléphoniques, groupes WhatsApp. Avec une autre organisation nous avons mis en place une plateforme virtuelle et c'est ce que nous faisons, nous nous envoyons des messages quotidiens pour expliquer comment nous nous sentons, nous soutenir émotionnellement.” – Organisation de travailleuses du sexe, Equateur

“Du conseil virtuel a été donné contre la violence.” – Organisation de travailleuses du sexe, Equateur

“Nous menons quelques campagnes virtuelles concernant la sécurité, les soins personnels et les soins collectifs pour les travailleuses du sexe.” – Travailleuse du sexe, El Salvador

La réponse communautaire des travailleuses du sexe vs le conseil gouvernemental

L'enquête a demandé aux répondantes de détailler comment la réponse communautaire des travailleuses du sexe au COVID-19 a été différente des conseils du gouvernement. Toutes les répondantes ont répondu à cette question et ont fourni plus d'information sur ces différences.

“Oui, elles ont suivi les instructions que le gouvernement a dit et toutes les travailleuses du sexe sont restées à la maison à cause des mesures sanitaires.” – Organisation de travailleuses du sexe, Equateur

“Ils ne nous mentionnent pas et nous n'avons pas de soutien du gouvernement. J'étais dans un hôtel depuis le 17 Mars et personne n'a pris en considération que nous n'avons pas reçu le bon du gouvernement.” – Organisation de travailleuses du sexe, El Salvador

Autre

Lorsque interrogées sur d'autres façons par lesquelles la communauté des travailleuses du sexe se soutenait les unes les autres pendant la pandémie COVID-19, seule une répondante³⁷ a donné plus d'information.

“Des kits de nettoyage ont été livrés aux populations équatoriennes et vénézuéliennes.” – Organisation de travailleuses du sexe, Equateur

Qu'y a t'il besoin de plus pour protéger les travailleuses du sexe pendant la pandémie de COVID-19 ?

Les huit répondantes ont fourni des réponses à cette dernière question ouverte. Ces réponses allaient d'un besoin urgent pour la décriminalisation, à de meilleurs mécanismes de protection sociale, et des appels pour des sources alternatives d'entreprise pour les travailleuses du sexe pendant cette crise.

³⁶ Ecuador, El Salvador.

³⁷ Ecuador.



“Créer des chaînes d’entrepreneuriat avec les partenaires autonomes.” – Organisation de travailleuses du sexe, Colombie

“Don permanent de fournitures et protection économique, sociale et culturelle des travailleuses du sexe et autres emplois informels. Cette pandémie a montré la faiblesse dans laquelle nous vivons et on espère qu’elles pourront être remplacées.” – Organisation de travailleuses du sexe, Equateur

“Nous avons des dépenses qui ont besoin d’être couvertes, et nous avons faim. Nous avons besoin de masques, de gants, de gel hygiénique. Nous voulons être incluses.” – Organisation de travailleuses du sexe, El Salvador



Project supported by:



**ROBERT
CARR
FUND**
for civil society
networks

NSWP is an alliance partner of Bridging the Gaps – health and rights for key populations. This unique programme addresses the common challenges faced by sex workers, people who use drugs and lesbian, gay, bisexual and transgender people in terms of human rights violations and accessing much-needed HIV and health services. Go to: www.hivgaps.org for more information.